



**Les carnets de Jean-Pierre PLANCADE,
Sénateur de Haute-Garonne.**

Session parlementaire 2008-2009.

Septembre 2009



Jean-Pierre PLANCADE

est Sénateur de Haute-Garonne, Conseiller Général, Vice-président de la « *Commission de la Culture, de l'Education et de la Communication* » du Sénat, membre des délégations françaises à l'Assemblée parlementaire de l'O.S.C.E. et de la Francophonie.

Sommaire

Edito

Retour, en quelques mots, sur une année riche en événements ...

La session parlementaire 2008-2009

1. Le travail législatif du Sénat

- Les textes de loi définitivement adoptés par le Sénat**
- Les lois portant ratification de conventions et d'accords internationaux**
- Les interventions en séance publique**
- Les questions**

2. Le groupe RDSE

- **Les propositions de loi élaborées par le groupe**
- **Les amendements déposés**

3. La Commission des Affaires culturelles

- **Les textes de loi examinés en commission**
- **Les auditions**
- **Les rapports**

4. La délégation à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

La rentrée parlementaire prochaine

Agir pour éviter de subir

Edito

La crise que nous traversons ne doit pas être analysée simplement en termes économiques et financiers, elle doit nous renvoyer à des interrogations universelles, et ce d'autant plus qu'elle est planétaire.

Elle devrait nous conduire à la question du sens, du sens de l'économie, du sens de la valeur de l'argent, du sens de la consommation, du sens du progrès.

Est ce que le progrès signifie posséder plus ? La possession est-elle le sens final de nos sociétés ?

La crise, au sens premier signifie « jugement, décision », cela est plus que jamais d'actualité, nous devrions profiter de ce moment pour repenser notre civilisation. En plaçant l'homme au centre de toutes nos réflexions.

Jean-Pierre PLANCADE

Retour, en quelques mots, sur une année riche en événements ...

L'absurdité d'un système économique fondé sur la toute-puissance de marchés financiers dérégulés est enfin reconnue par les autorités publiques. Comment tolérer plus longtemps que l'économie finisse par être totalement déconnectée des réalités sociales, qu'elle n'accorde plus de valeur qu'à l'argent et oublie ainsi que la richesse se construit avant tout grâce au travail des hommes ? Comment accepter que des salariés qui souffrent et qui peinent soient licenciés brusquement tandis que dans le même temps, des dirigeants sont récompensés par des « *parachutes dorés* » pour la mauvaise gestion de leur entreprise ? La France s'est engagée a minima dans la relance de l'investissement public, le gouvernement est à la peine pour obliger les banques, qu'il a pourtant sauvées de la faillite, à soutenir les entreprises privées qui maintiennent l'emploi, et il a pris des mesures insuffisantes pour accompagner les victimes de la crise frappées par le chômage.

En Europe, l'année 2008-2009 aura été marquée par la présidence française de l'Union Européenne, une présidence active et reconnue. Mais quel sentiment de « gâchis », 20 ans après la chute du mur de Berlin, en constatant le taux considérable d'abstention à l'occasion des élections européennes. Les causes en sont connues, elles ont été analysées, dites et redites ... mais rien ne change ... C'est toute la classe politique qui contribue elle-même à ce désastre citoyen et démocratique !!!

Dans le monde, un beau symbole offert par l'Amérique et les Américains, l'élection de Barack Obama. La tâche ne sera pas facile, et ce d'autant plus que l'espoir est grand, mais la plus grande démocratie au monde vient de montrer « qu'elle a pu » ...

Les défis à relever sont nombreux : l'environnement, le nucléaire, la dissémination des armes de toutes catégories, la situation des droits de l'homme dans le monde toujours plus inquiétante – les arrestations et les éliminations d'opposants se sont multipliées en Russie, en Birmanie, en Chine, en Iran, au Soudan, au Zimbabwe ... Certes, il est difficile de trouver le juste équilibre entre protection des droits de l'homme et respect de la souveraineté des Etats. Mais cela ne saurait nous faire renoncer à user de toute notre force de persuasion pour tenter d'influer, encore et toujours, en faveur des droits fondamentaux ...

La session parlementaire 2008-2009

J'ai souhaité, dans ce compte-rendu, vous présenter mon travail de sénateur selon quatre axes qui reflètent la diversité de mon action et les différentes dimensions du travail parlementaire.

Une première partie, consacrée au **travail législatif**, retracera mon activité en tant que sénateur et ma participation aux divers travaux de cette assemblée : le vote de la loi, bien sûr, mais également la ratification des traités et accords internationaux, les interventions en séance publique, les questions au Gouvernement.

La deuxième partie reviendra sur le travail effectué par le groupe du « Rassemblement démocratique et social européen » (**RDSE**), plus ancien groupe politique du Sénat, auquel j'appartiens.

La troisième partie sera pour moi l'occasion de revenir sur mes fonctions de vice-président de la « **commission de la Culture, de l'Education et de la Communication** » et sur le travail accompli à ce titre.

Je terminerai enfin, dans une quatrième partie, en vous exposant **mon engagement international** qui se traduit concrètement par mon implication **au sein de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE** que j'ai rejointe cette année.

1. Le travail législatif du Sénat

En 2008-2009, sur les 1.027 heures 10 durant lesquelles nous avons siégé en séance publique, **695 heures 25 ont été consacrées au travail législatif** et **134 heures 25 à l'examen du projet de loi de finances initiale** – comparativement aux 163 heures 35 dévolues au travail de contrôle de l'action gouvernementale.

Les textes de loi définitivement adoptés par le Sénat

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, **le Sénat a adopté définitivement quarante textes de loi au total**. Une véritable révolution s'est opérée cette année avec l'entrée en vigueur, le 1^{er} mars 2009, du nouvel article 42 de la Constitution : le texte discuté en séance publique est désormais celui issu des travaux de la Commission, et non plus celui du gouvernement qui doit maintenant venir défendre ses amendements en séance s'il veut les voir adoptés contre l'avis de la Commission ...

J'ai choisi de vous présenter **ci-dessous** les **textes pour lesquels un scrutin public a été demandé** en vous rappelant brièvement, pour les plus importants d'entre eux, les raisons de mon vote. Je reste à la disposition de chacun d'entre vous pour expliciter davantage mes positions.

Lois relatives aux Affaires sociales

- **Loi du 1^{er} décembre 2008** généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.
→ *Ma position de vote : Pour. J'ai voulu soutenir ce texte qui constitue un véritable encouragement au travail, seul à même de garantir la véritable émancipation et autonomie des femmes et des hommes...*
- **Loi du 25 mars 2009** de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion.
→ *Ma position de vote : Contre. Comment, dans un pays qui compte 3,2 millions de personnes mal logées, voter pour un texte qui propose d'abaisser le seuil de logements sociaux en-deçà de 20% ?*
- **Loi du 21 juillet 2009** portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

→ *Ma position de vote : Contre. Je me suis opposé à un texte qui, en réalité, désorganisait le service public de santé plus qu'il ne l'améliorait ...*

Lois relatives à la Culture, à l'Education et à la Communication

- **Loi du 5 mars 2009** relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision.

→ *Ma position de vote : Abstention. Si cette loi comporte des avancées qualitatives pour les chaînes de service public (suppression de la publicité ...), la pérennité du financement de ces dernières n'est pour l'heure pas garantie ...*

- **Loi du 5 mars 2009** organique relative à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

→ *Ma position de vote : Contre. Comment, dans une démocratie moderne, tolérer une telle ingérence du pouvoir politique dans les médias publics, une ingérence qui pourrait remettre en cause l'indépendance de ces derniers ?*

- **Loi du 12 juin 2009** favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet.

→ *Ma position de vote : Pour. Il est pour moi important de défendre un texte qui, bien qu'imparfait, a au moins le mérite d'envoyer à la fois un signal de soutien aux créateurs, et un message d'avertissement aux « pirates ».*

Lois relatives à l'Economie, au Développement durable et à l'Aménagement du territoire

- **Loi du 17 février 2009** pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés.

→ *Ma position de vote : Pour.*

- **Proposition de loi du 19 mai 2009** réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes touristiques et thermales ainsi que dans certaines agglomérations pour les salariés volontaires (*proposition de loi définitivement adoptée par le Sénat le 22 juillet 2009, saisine du Conseil constitutionnel le 27 juillet*).

→ *Ma position de vote : Abstention. Il est important que chacun ait le libre choix de pouvoir travailler le dimanche s'il souhaite améliorer ses revenus, il est cependant dangereux de banaliser le travail le dimanche – ce à quoi cette loi pourrait Binviter peu à peu ...*

- **Loi du 18 juin 2009** relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires.
→ *Ma position de vote : Contre.*

- **Projet de loi** portant diverses mesures relatives à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (*en attente de promulgation*).
→ *Ma position de vote : Pour.*

Lois relatives aux Finances publiques

- **Loi du 16 octobre 2008** de finances rectificative pour le financement de l'économie.
→ *Ma position de vote : Pour.*

- **Projet de loi du 29 octobre 2008** relatif à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense (*en attente de promulgation*).
→ *Ma position de vote : Pour. Bien qu'insuffisante, j'ai toujours considéré qu'on ne pouvait pas refuser à la France les moyens de se défendre ...*

- **Loi du 17 décembre 2008** de financement de la sécurité sociale pour 2009.
→ *Ma position de vote : Pour.*

- **Loi du 27 décembre 2008** de finances pour 2009.
→ *Ma position de vote : Contre. Comment soutenir un budget libéral qui, fondé sur le dogme de la maîtrise des finances publiques, ne prévoit une intervention de l'Etat qu'a minima, se prive d'un réel pilotage de l'économie et perpétue l'injustice fiscale ?*

- **Loi du 30 décembre 2008** de finances rectificative pour 2008.
→ *Ma position de vote : Contre.*

- **Loi du 4 février 2009** de finances rectificative pour 2009.
→ *Ma position de vote : Pour.*

- **Loi du 20 avril 2009** de finances rectificative pour 2009.
→ *Ma position de vote : Contre.*

- **Projet de loi du 27 mai 2009** de **règlement des comptes et rapport de gestion pour 2008** (projet de loi définitivement adopté par le Sénat le 15 juillet 2009, saisine du Conseil constitutionnel le 20 juillet).
→ *Ma position de vote : Contre.*

Lois relatives aux questions juridiques

- **Loi du 13 janvier 2009** relative à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés.
→ *Ma position de vote : Pour.*

- **Loi du 12 mai 2009** de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures.
→ *Ma position de vote : Abstention.*

- **Projet de loi organique du 3 juin 2009** prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental (projet de loi adopté définitivement par le Sénat le 20 juillet 2009, saisine du Conseil constitutionnel le 21 juillet).
→ *Ma position de vote : Pour.*

- **Projet de loi organique du 17 juin 2009** relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte (*adopté en commission mixte paritaire le 23 juillet 2009, saisine du Conseil constitutionnel le 24 juillet*).
→ *Ma position de vote : Pour.*

- **Projet de loi organique du 17 juin 2009** relatif à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte (ratification d'ordonnances) (*adopté en commission*

mixte paritaire le 23 juillet 2009, saisine du Conseil constitutionnel le 24 juillet).

→ *Ma position de vote : Pour.*

Les lois portant ratification de conventions et d'accords internationaux

On oublie souvent que **le rôle du Parlement est également de ratifier les traités et accords internationaux** négociés et signés par le Président de la République (*art. 53 al. 1 de la Constitution*). Ces traités sont généralement approuvés à une très large majorité, voire à l'unanimité, dans la mesure où ils visent à promouvoir et à défendre les intérêts de la France à l'étranger.

Cette année encore, le Sénat a définitivement adopté nombre de conventions internationales (37 au total) dans divers domaines : accords en matière de transport aérien (avec Macao, la Mongolie et l'Algérie), conventions fiscales bilatérales visant à éviter les doubles impositions et à lutter contre la fraude fiscale (avec l'Allemagne, la Syrie, l'Australie, le Qatar) ou encore, conformément à la nouvelle politique d'immigration du Gouvernement, accords relatifs à la « gestion concertée des flux migratoires et au co-développement » avec le Congo, le Bénin, le Sénégal et

la Tunisie. Nous avons également ratifié des traités internationaux concernant, par exemple, le droit des brevets, le droit des marques ...

Les interventions en séance publique

En 2008-2009, le Sénat a siégé 134 jours en séance.

J'ai, pour ma part, pris la parole quinze fois au total en séance publique. En tant que vice-président de la Commission des Affaires culturelles, plus de la moitié de mes interventions ont été consacrées à des questions relatives à la Culture et à la Communication.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** (*première lecture - 21 octobre 2008*).

- **Projet de loi de finances pour 2009** (*première lecture - 28 novembre 2008*).

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la**

télévision (*première lecture – 7, 12, 13, 15 et 16 janvier 2009*).

- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** (*commission mixte paritaire – 4 février 2009*).
- **Projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l’audiovisuel extérieur de la France** (*première lecture – 7 janvier 2009*).
- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet** (*nouvelle lecture – 13 mai 2009*).
- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat** (*première lecture – 2 juin 2009*).
- **Proposition de loi visant à créer une contribution exceptionnelle de solidarité des entreprises ayant réalisé des bénéfices record** (*première lecture – 4 juin 2009*).

- Proposition de loi **tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises** (*première lecture – 9 juin 2009*).
- Projet de loi **de développement et de modernisation des services touristiques** (*deuxième lecture – 7 juillet 2009*).
- Projet de loi **relatif à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet** (*première lecture – 8 juillet 2009*).

Les questions

Au Sénat, la séance de « **questions d'actualité au gouvernement** » (prévue par l'art. 48 al. 6 de la Constitution) se tient traditionnellement le jeudi après-midi. Deux cent questions ont été posées dans ce cadre au cours de la session parlementaire 2008-2009.

Je suis personnellement intervenu à deux reprises, pour interroger le gouvernement sur la question du **terrorisme lié au Hezbollah** et sur la **situation en Iran**. Je tenais à dénoncer publiquement deux situations qui me paraissaient intolérables et à m'assurer que la France, nation démocratique et patrie des droits de l'homme, mettrait bien en œuvre tous les

moyens à sa disposition pour garantir le respect effectif des droits humains à l'étranger ...

- **Terrorisme lié au Hezbollah** (Question d'actualité au gouvernement, réponse du Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie – Parue au JO du 19 décembre 2008).
- **Situation en Iran** (Question d'actualité au gouvernement, réponse du Ministre des Affaires étrangères et européennes – Parue au JO du 26 juin 2009).

2. Le groupe RDSE

Le groupe RDSE auquel j'appartiens se caractérise notamment par une activité législative importante. Mes collègues et moi avons ainsi été, au cours de la session écoulée, à l'origine de onze des cent quinze propositions de loi déposées par les sénateurs.

Chaque projet ou proposition de loi fait l'objet d'une discussion approfondie au sein du groupe où les avis sont échangés mais où au final, chacun demeure libre de son vote en séance publique. C'est là une des qualités majeures de ce groupe, liberté de conscience et liberté de vote qui respecte les choix de chacun.

Les propositions de loi élaborées par le groupe

- Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage (*déposée au Sénat le 16 octobre 2008*).
- Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le

surendettement (*déposée au Sénat le 13 novembre 2008*).

- Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2.000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires (*déposée au Sénat le 12 février 2009*).
- Proposition de loi relative à la simplification des procédures administratives pour la reconstruction des réseaux suite aux événements climatiques exceptionnels de janvier 2009 (*déposée au Sénat le 7 avril 2009*).
- Proposition de loi supprimant les poursuites au titre de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers à l'encontre des personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, jusqu'à l'intervention de l'Etat, l'obligation d'assistance à personne en danger (*déposée au Sénat le 8 avril 2009*).
- Proposition de loi instituant la possibilité pour les fonctionnaires, agents publics et élus au suffrage universel, de se constituer directement partie civile (*déposée au Sénat le 14 mai 2009*).
- Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen (*déposée au Sénat le 20 mai 2009*).

- Proposition de loi visant à inclure la détention d'un capital mobilier dans les critères d'accès à l'aide sociale (*déposée au Sénat le 22 juillet 2009*).
- Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires (*déposée au Sénat le 27 juillet 2009*).
- Proposition de loi relative au régime social des travailleurs indépendants (*déposée au Sénat le 27 juillet 2009*).
- Proposition de loi visant à encadrer l'offre préalable obligatoire de reclassement d'un salarié faisant l'objet d'un licenciement pour motif économique (*déposée au Sénat le 27 juillet 2009*).

Les amendements déposés

La forte implication de mon groupe politique dans le travail législatif s'observe également en matière d'amendements : le **RDSE** a déposé **plus de 800 amendements au cours de la session, soit près d'un amendement sur dix** (8.566 amendements au total).

3. La Commission des Affaires culturelles

L'actualité de la Commission dont je fais partie a été particulièrement marquée par l'**examen de textes touchant aux éléments fondamentaux d'une démocratie moderne – les médias publics**, leur nécessaire indépendance et leurs relations avec l'Etat ...

Je suis intervenu, et souvent plusieurs fois, sur la plupart des textes de loi examinés en commission.

Les textes de loi examinés en Commission

- **Loi de finances pour 2009**. Missions « Ecologie, développement et aménagement durables », « Action extérieure de l'Etat », « Aide publique au développement », « Sport, jeunesse et vie associative », « Recherche et enseignement supérieur », « Enseignement scolaire », « Culture et articles rattachés », « Médias » ; Crédits du GIP « France Télé Numérique » ; Comptes de concours financiers « Avances à l'audiovisuel ».
- **Loi de finances rectificatives pour 2008**.

- **Proposition de loi** abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un **droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire.**
- **Loi du 5 mars 2009** relative à la **communication audiovisuelle** et au **nouveau service public de la télévision.**
- **Loi du 5 mars 2009** organique relative à la **nomination des présidents des sociétés France Télévisions, Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.**
- **Loi du 12 juin 2009** favorisant la **diffusion et la protection de la création sur Internet.**
- **Proposition de loi** visant à autoriser la **restitution par la France des têtes maories.**
- **Loi du 7 juillet 2009** portant **création d'une première année commune aux études de santé** et facilitant la **réorientation des étudiants.**

Les auditions

Mes collègues et moi avons, au cours de l'année, **entendu au total 56 personnes**. Membres du gouvernement, hauts fonctionnaires, dirigeants d'entreprise, délégués syndicaux, membres de la société civile ... autant de rencontres avec des **personnalités issues d'horizons différents** qui nous ont permis de mieux cerner les enjeux des questions dont nous avons eu à débattre ...

Diffusion numérique

- **M. Bruno Retailleau**, sénateur de Vendée, sur son rapport au Premier ministre (*semaine du 20 octobre 2008*).

Economie numérique

- **M. Eric Besson**, Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prospective, de l'évaluation des politiques publiques et du développement de l'économie numérique (*semaine du 20 octobre 2008*).

Création sur Internet

- **Mme Christine Albanel**, Ministre de la Culture et de la Communication (*semaine du 20 octobre 2008*).

Recherche scientifique

- **Mme Catherine Bréchnac**, présidente du Centre national de la Recherche scientifique (CNRS) (*semaine du 27 octobre 2008*).

Langue française et francophonie

- **M. Xavier North**, Délégué général à la langue française et aux langues de France (*semaine du 27 octobre 2008*).

Projet de loi de finances pour 2009

- **Mme Valérie Pécresse**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche (*semaine du 3 novembre 2008*).
- **M. Xavier Darcos**, Ministre de l'Education nationale (*semaine du 10 novembre 2008*).

- **M. Bernard Laporte**, Secrétaire d'Etat chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative (*semaine du 10 novembre 2008*).
- **M. Alain Joyandet**, Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie (*semaine du 17 novembre 2008*).

Lutte contre le dopage

- **M. Pierre Bordry**, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (*semaine du 10 novembre 2008*).

Nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public – Communication audiovisuelle et nouveau service public de la télévision

- **Mme Christine Albanel**, Ministre de la Culture et de la Communication (*semaine du 17 novembre 2008*).
- **M. Patrick de Carolis**, président de France Télévisions (*semaine du 17 novembre 2008*).

Audiovisuel public

- **Intersyndicale de France Télévisions** (*semaine du 24 novembre 2008*).
- **M. Alain de Pouzilhac**, président-directeur général de la société « Audiovisuel extérieur de la France » (*semaine du 1^{er} décembre 2008*).
- **Mme Christine Ockrent**, directrice générale déléguée de la société « Audiovisuel extérieur de la France » (*semaine du 1^{er} décembre 2008*).
- **M. Jean-Luc Hees**, candidat proposé à la présidence de la société Radio France (*semaine du 13 avril 2009*).
- **M. Michel Boyon**, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (*semaine du 15 juin 2009*).
- **M. Rachid Arhab**, membre du CSA (*semaine du 15 juin 2009*).

Presse

- **M. Pierre Louette**, président-directeur général de l'Agence France-Presse (AFP) (*semaine du 26 janvier 2009*).

- **Intersyndicale de l'Agence France-Presse (AFP)** (*semaine du 2 février 2009*).
- **M. Bernard Spitz**, délégué à la coordination des Etats généraux de la presse écrite (*semaine du 9 février 2009*).
- **M. Rémi Pfmilin**, directeur général des « Nouvelles Messageries de la Presse parisienne » (NMPP) (*semaine du 9 mars 2009*).

Jeunesse

- **M. Martin Hirsch**, Haut-Commissaire à la Jeunesse (*semaine du 16 février 2009*).
- **M. Gilles Briatta**, Secrétaire général aux Affaires européennes (*semaine du 2 mars 2009*).

Projet du Musée Louvre Abou Dabi

- **M. Bruno Maquart**, directeur général de l'Agence France-Museums (*semaine du 2 mars 2009*).

Action culturelle extérieure de la France

- **M. Olivier Poivre d'Arvor**, directeur de Cultures France (*semaine du 9 mars 2009*).
- **M. Paul de Quincey**, directeur du British Council de Paris (*semaine du 9 mars 2009*).
- **M. Berthold Franke**, directeur de l'Institut Goethe (*semaine du 9 mars 2009*).
- **M. Bernard Faivre d'Arcier**, consultant culturel (*semaine du 16 mars 2009*).
- **M. Jean-Claude Jacq**, secrétaire général de la Fondation Alliance française (*semaine du 16 mars 2009*).
- **M. Benoît Paumier**, inspecteur général des affaires culturelles (*semaine du 23 mars 2009*).
- **M. Christian Masset**, directeur général de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats du ministère des Affaires étrangères et européennes (*semaine du 11 mai 2009*).

Récolement des dépôts d'œuvres d'art

- **M. Jean-Pierre Bady**, président de la Commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art (*semaine du 9 mars 2009*).

Education

- **M. Olivier Kaepelin**, délégué aux Arts plastiques au ministère de la Culture et de la Communication (*semaine du 30 mars 2009*).
- **Mme Nicole Phoyu-Yedid**, inspecteur général à la mission permanente d'inspection, de conseil et d'évaluation de l'enseignement artistique (*semaine du 30 mars 2009*).
- **M. Richard Descoings**, président de la mission de concertation pour la réforme du lycée (*semaine du 6 avril 2009*).
- **M. Benoît Yvert**, directeur du livre et de la lecture au ministère de la Culture et de la Communication (*semaine du 6 avril 2009*).
- **M. Luc Chatel**, ministre de l'Education nationale (*semaine du 20 juillet 2009*).

Création artistique

- **M. Marin Karmitz**, délégué général du Conseil de la création artistique (*semaine du 13 avril 2009*).

Sauvegarde et diffusion du patrimoine littéraire mondial

- **Pr Saad Khoury**, professeur agrégé d'urologie (*semaine du 13 avril 2009*).

Jeux d'argent et de hasard en ligne

- **M. Jean-François Vilotte**, chargé de mission pour le Ministre du Budget (*semaine du 4 mai 2009*).
- **M. Xavier Hürstel**, directeur général délégué du Pari mutuel urbain (*semaine du 4 mai 2009*).

Enseignement professionnel

- **Syndicat national de l'enseignement technique action autonome** (*semaine du 18 mai 2009*).
- **Intersyndicale de l'Enseignement professionnel** (*semaine du 18 mai 2009*).

Communication

- **M. Emmanuel Boutterin**, président du syndicat national des radios libres (*semaine du 25 mai 2009*).
- **M. Ludovic Tellier**, délégué du syndicat national des radios libres à la communication (*semaine du 25 mai 2009*).
- **M. Alain Weill**, président-directeur général du groupe NextRadio TV (*semaine du 15 juin 2009*).
- **MM. Philippe Paillat, Frédéric Buxin et Marc Héraud**, de l'Association pour la promotion de l'image (*semaine du 15 juin 2009*).

Enseignement agricole

- **M. Jean-Louis Buër**, directeur général de l'enseignement général et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (*semaine du 2 juin 2009*).
- **Intersyndicale de l'enseignement agricole public** (*semaine du 2 juin 2009*).
- **Mme Valérie Pécresse**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche (*semaine du 2 juin 2009*).

- **M. Alexandre Bompard**, président-directeur général d'Europe 1 (*semaine du 22 juin 2009*).
- **MM. Philippe Gault et Mathieu Quéstel**, respectivement président et vice-président du syndicat interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes (SIRTI) (*semaine du 22 juin 2009*).

Situation de Radio France International (RFI)

- **M. Alain de Pouzilhac**, président-directeur général de la société « Audiovisuel extérieur de la France » (*semaine du 8 juin 2009*).
- **Mme Christine Ockrent**, directrice générale déléguée de la société « Audiovisuel extérieur de la France » (*semaine du 8 juin 2009*).
- **Intersyndicale de RFI** (*semaine du 15 juin 2009*).

Les rapports

Au-delà des auditions, les rapports de la commission des Affaires culturelles constituent une autre source d'information précieuse pour les sénateurs.

26 rapports ont **au total** été examinés par la commission cette année : **quatre rapports d'information** abordant divers sujets (les rapports des jeunes aux nouveaux médias, le service public d'accueil des jeunes enfants, le rayonnement culturel de la France à l'international et le système de financement des universités) ; **onze rapports législatifs**, établis pour chaque texte de loi examiné en commission ; **onze rapports budgétaires**, relatifs aux différents chapitres de la loi de finances.

Dans le cadre de la discussion du projet de loi de finances pour 2009, **j'ai été nommé rapporteur du budget pour la partie relative à « la recherche et à l'enseignement supérieur »**. J'ai donc, avec mon collègue Jean-Léonce Dupont, co-rédigé le rapport budgétaire sur ce thème.

Les différents rapports sont, pour mémoire, présentés ci-dessous :

Rapports d'information

- « **Les nouveaux médias : des jeunes libérés ou abandonnés ?** » (*rapport n° 46*).

- « **Accueil des jeunes enfants : pour un nouveau service public** » (*rapport n° 47*).
- « **Le rayonnement culturel international : une ambition pour la diplomatie française** » (*rapport n° 458*).
- « **Autonomie budgétaire et financière des universités et nouveau système d'allocation des moyens (SYMPA) : le chemin de la vertu ?** » (*rapport n° 532*).

Rapports législatifs

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet** (*rapport n° 53*).
- **Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association** (*rapport n° 88*).
- **Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision** (*rapport n° 150*).

- **Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire** (*rapport n° 166*).
- **Proposition de loi portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants** (*rapport n° 198*).
- **Proposition de résolution sur le respect de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes** (*rapport n° 258*).
- **Proposition de loi visant à exclure les communes de moins de 2.000 habitants du dispositif de service d'accueil des élèves d'écoles maternelles et élémentaires** (*rapport n° 289*).
- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet** (*rapport n° 396*).
- **Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories** (*rapport n° 482*).
- **Projet de loi relatif à la protection de la propriété littéraire et artistique sur Internet** (*rapport n° 511*).
- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement** (*avis n° 563*).

Rapports budgétaires

- **Projet de loi de finances pour 2009. Action extérieure de l'Etat** (*avis n° 100*).
- **Projet de loi de finances pour 2009. Aide publique au développement. La francophonie : une force à valoriser dans la mondialisation** (*avis n° 100*).
- **Projet de loi de finances pour 2009. Culture : Patrimoines. Transmission des savoirs** (*avis n° 100*).
- **Projet de loi de finances pour 2009. Culture : Création. Cinéma** (*avis n° 100*).
- **Projet de loi de finances pour 2009. Ecologie, développement et aménagement durables** (*avis n° 100*).
- **Projet de loi de finances pour 2009. Enseignement scolaire** (*avis n° 100*).
- **Projet de loi de finances pour 2009. Médias. Avances à l'audiovisuel. Presse** (*avis n° 100*).
- **Projet de loi de finances pour 2009. Médias. Avances à l'audiovisuel. Presse** (*avis n° 100*).

- **Projet de loi de finances pour 2009. Recherche et enseignement supérieur** (*avis n° 100*).
- **Projet de loi de finances pour 2009. Sport, jeunesse et vie associative** (*avis n° 100*).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008** (*avis n° 141*).

4. La délégation à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Je souhaite ici vous dire quelques mots de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Coopération et la Sécurité Economique (OSCE). De Vancouver à Vladivostok, en passant par Paris, ce sont au total 57 pays qui composent cette organisation.

Je suis membre de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE depuis le 14 janvier dernier. A ce titre, en 2009, j'ai notamment participé à la conférence économique et à la session annuelle de l'Assemblée. Ces rencontres ont été pour nous l'occasion de débattre et de faire des propositions sur des sujets de préoccupation commune : la situation géopolitique internationale (crise géorgienne, situation du Kosovo, conflit israélo-palestinien) ; la situation des droits de l'homme dans le monde ; la crise économique et financière internationale et « les nouveaux défis sécuritaires » auxquels doit faire face l'OSCE.

A cette occasion, j'ai proposé aux 57 pays membres une résolution s'inscrivant dans la continuité de la déclaration adoptée par le G20 en avril 2009. Cette résolution, qui a été adoptée, vise à soutenir la lutte

contre les paradis fiscaux notamment par la mise en place d'une régulation coordonnée à l'échelle mondiale.

L'Assemblée parlementaire œuvre également à la promotion des mécanismes de prévention et de résolution des conflits ainsi qu'au renforcement et à la consolidation des institutions démocratiques des Etats de l'OSCE. Elle organise notamment à ce titre de nombreuses **missions d'observation électorale**. J'ai, cette année, pris part à deux d'entre elles : **en Moldavie** tout d'abord, à l'occasion des élections législatives du mois de mars ; **en Albanie** ensuite, dans le cadre des élections législatives de juin.

La rentrée parlementaire prochaine

L'année parlementaire a été riche sur le plan du travail législatif, l'année qui arrive le sera probablement aussi ... Il m'a semblé important, au moment de conclure ce compte-rendu de mandat, d'évoquer avec vous quelques perspectives pour les mois à venir.

L'actualité législative et parlementaire de l'année à venir va être particulièrement chargée et importante. De grands rendez-vous sont d'ores et déjà programmés : la réforme des circonscriptions législatives, celle de l'organisation des collectivités territoriales ou encore du système de retraites ; la suppression de la taxe professionnelle ; le projet de loi sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie, pour laquelle un groupe de travail inter commissions dont je suis membre a été constitué au Sénat ; la définition des priorités du futur grand emprunt national annoncé ...

Le grand chantier institutionnel sera celui de la *réforme des collectivités territoriales*, nous y serons évidemment très attentifs, et j'aurais l'occasion de revenir vers vous pour en débattre.

Je continuerai par ailleurs à observer la situation politique à l'étranger, et notamment à veiller au respect des droits de l'homme. Car n'est-ce pas là le plus bel acquis que la France puisse défendre hors de ses frontières ?

Agir pour éviter de subir

La révolte profonde exprimée par des violences inhabituelles de la part des salariés est la preuve d'une désespérance totale, sans perspectives, sans confiance dans les promesses politiques, malheureusement, de tous bords.

Cette révolte, c'est le constat que la crise n'est pas pour tout le monde ; c'est la révolte de gens honnêtes qui se voient privés de leur emploi brutalement pendant que d'autres reçoivent des sommes considérables.

Ils ont le sentiment que leur vie est sans issue, pour eux-mêmes et pour leurs enfants. C'est un cri de douleur.

Ce sont des situations d'injustice aussi graves qui peuvent mettre en danger nos institutions et ouvrir la porte aux aventures de tous ordres.

L'existence humaine est précieuse et chacun de nous à droit à une vie sociale harmonieuse.

Il est urgent d'agir, chacun à son niveau de responsabilité, pour réparer ces injustices et redonner l'espoir.

Jean-Pierre PLANCADE

Permanence toulousaine :

BP 25 – 31390 Carbonne

Tél. : 05 61 97 39 38

Email : plancade.jeanpierre@orange.fr

Au Sénat :

15, rue de Vaugirard – 75291 Paris Cedex 06

Tél. : 01 42 34 24 14

Email : jp.plancade@senat.fr